

PS ET APPARENTÉS

Le «Grand Paris» des transports : quels financements ?



PS | 60 MEMBRES
Jean-Paul Planchou

Le 29 avril dernier, le président de la République inaugurerait l'exposition des dix équipes d'architectes chargées de penser le futur de notre métropole. Il en a profité pour annoncer les projets qu'il comptait mettre en œuvre.

On peut se réjouir de voir l'Île-de-France être ainsi prise en considération par l'État, contrairement à la politique menée depuis de trop longues années. En particulier, nous pouvons nous féliciter de ce que l'essentiel des propositions faites par la Région dans le domaine des transports aient été reprises, prouvant ainsi leur bien fondé et, pour certaines, leur urgence.

Mais les annonces présidentielles, allant au-delà de celles de la Région, notamment par la création d'une vaste double boucle souterraine reliant les aéroports et les territoires d'excellence, ne sont pas sans ambiguïtés.

Le chef de l'État a évalué, en effet, leur coût à 35 milliards d'euros. Un temps envisagé pour financer ces projets, le mode des partenariats publics-privés, particulièrement décalé par rapport à la situation de crise, ne semble plus être d'actualité. Dès lors, comment réaliser les projets annoncés si l'État ne clarifie pas le montant de son concours financier ? À l'évidence, les socialistes sont résolument favorables à la réalisation des grandes infrastructures de transports. Chaque jour, trop de voyageurs sont transportés dans des conditions indignes. Il est donc de notre devoir de répondre au mieux à leurs demandes afin que le quotidien des

déplacements de nombreux Franciliens change, et change rapidement. À cette fin, Jean-Paul Huchon a présenté il y a plus d'un an, avec l'ensemble des Départements d'Île-de-France, un ambitieux plan en faveur des transports d'un montant de 18 milliards d'euros. Aussi, la Région va s'engager dans les plus brefs délais sur huit grands projets, parmi lesquels la rocade en métro Arc Express, le prolongement de la ligne 14 pour désengorger la ligne 13 et le prolongement d'Eole (RER E) à l'ouest. Elle va également amplifier son effort en faveur des lignes de RER C et D, de nouvelles lignes de tramway, dont celle désenclavant le plateau de Clichy-Montfermeil, ainsi que de la réalisation de la tangentielle nord. La Région est prête à lancer ces projets. Aussi, quelle sera la contribution financière du gouvernement ?

« Il est de notre devoir de répondre au mieux aux demandes des usagers afin que le quotidien des déplacements change rapidement. »

Des questions décisives auxquelles les socialistes, mais plus encore les Franciliens, attendent des réponses claires et rapides. ●
Groupe socialiste Île-de-France
Tél. : 01 53 85 68 95. www.ps-idf.com

VERTS

Petit espoir pour Grand Paris



VERTS | 28 MEMBRES
Jean-Vincent Placé

Tous les regards de l'hémicycle régional se sont tournés en avril vers la Cité de l'architecture. Une intervention du président de la République sur le Grand Paris ne pouvait que

mobiliser notre attention. En indiquant qu'il ne s'opposerait aucunement aux projets régionaux, il a envoyé un signal positif qui doit maintenant se concrétiser. Notamment en ne bloquant plus l'adoption du schéma directeur régional d'Île-de-France (Sdrif), par sa non-transmission au Conseil d'État. Et, pour le moment, les annonces faites ne vont pas dans le sens de la construction d'une métropole durable. *« L'État tiendra ses engagements. »* Nous avons envie de croire que, cette fois, il s'agit d'une promesse sincère. Nous prenons acte de cet engagement. Reste à savoir comment il entend se doter des moyens

financiers de sa mise en œuvre. La piste du partenariat public-privé (PPP) a été écartée par Christian Blanc. Nous ne pouvons que nous en réjouir. Mais le Président n'a toujours pas dépassé l'étape des grandes annonces. Entendre qu'il a ses projets en matière de transports, la Région les siens, et que tous seront réalisés, pourquoi pas. Mais si l'État choisit d'additionner les projets, il doit en assumer les conséquences financières. Après Eole et Meteor, l'État s'est désengagé de l'Île-de-France pendant

« Si l'État choisit d'additionner les projets, il doit en assumer les conséquences financières. »

vingt ans pour investir dans les TGV, et a ainsi paralysé l'action publique régionale. Il serait regrettable de commettre les mêmes erreurs. Enfin, le président de la République entend faire de notre région un territoire *« vrai, beau, grand »* ?

Le Président a ajouté *« juste »*. Nous ajoutons le mot *« soutenable »*. ●
Nos idées vous intéressent ? Pour vous abonner gratuitement à notre trimestriel, envoyez votre adresse postale à jean-marie.bouguen@wanadoo.fr

RADICAUX DE GAUCHE ET ÉLUS APPARENTÉS

Soutenir l'artisanat



RAGEAP | 9 MEMBRES
Elisabeth Boyer

Notre conseil vient de voter d'importantes mesures pour soutenir l'artisanat. Ses entreprises sont en effet frappées de plein fouet par la crise économique et mises en difficulté par la contraction du crédit et l'attitude prudentielle des banques qui aggravent leur trésorerie. La Région a donc décidé de se porter garante des découverts des entreprises artisanales à travers le Fonds SIAGI-Région. Elle a également renforcé les dispositifs de formation dans ces métiers. Ainsi, dans le bâtiment, la tâche sera immense pour former les artisans et leurs ouvriers à répondre aux exigences du Grenelle de l'environnement en matière d'utilisation des biomatériaux et de conseils aux particuliers pour construire les maisons de demain à énergie positive. ● Contact : 01 53 85 69 46. www.rageap.fr

« Des mesures concrètes pour aider les artisans face à la crise. »

RÉPUBLICAIN RADICAL ET CITOYEN

Transports : l'urgence !



ZRC | 8 MEMBRES
Daniel Guérin

Dans ses annonces sur le Grand Paris, le président de la République a repris la plupart des projets de la majorité régionale pour améliorer les transports en commun. La raison l'a donc, enfin, emporté, sauf pour certains territoires d'Île-de-France qui demeurent, surtout en grande couronne, les grands oubliés de l'État. Il faut avancer. Le gouvernement doit ainsi, rapidement, apporter sa part au financement du plan de mobilisation des transports élaboré par la Région. En se désengageant des transports, l'État a laissé un réseau et des équipements très dégradés. Son devoir est, maintenant, de nous aider à offrir à nos concitoyens des conditions de transport dignes du XXI^e siècle. Monsieur le Président, il y a urgence ! ● www.mrc-idf.fr

« L'État doit cofinancer rapidement le plan du conseil régional en faveur des transports. »

COMMUNISTE, ALTERNATIVE CITOYENNE, RÉPUBLICAIN ET PARTI DE GAUCHE

La Région va enrichir le Sdrif



© CONSEIL RÉGIONAL I.D.R.
CACRPG | 27 MEMBRES
Gabriel Massou

À la suite des annonces du président de la République sur le Grand Paris, je demande au nom des élus du groupe CACRPG qu'un débat démocratique sur le schéma directeur régional d'Île-de-France (Sdrif) s'ouvre de toute urgence. En effet, le regain d'intérêt de l'État pour les projets régionaux, s'il nous réjouit, ne saurait masquer les contradictions qui existent, d'une part, entre les objectifs affichés et les politiques désastreuses suivies par le gouvernement en matière de logement, d'emploi ou d'investissement public, et, d'autre part, entre certains projets gouvernementaux

« Un grand débat démocratique pour renforcer notre ambition pour l'Île-de-France. »

pour le Grand Paris et notre vision du devenir de la région. Notre territoire, les acteurs économiques et sociaux, les collectivités, les populations ont besoin d'une perspective cohérente pour l'avenir de l'Île-de-France. Une vision qui ne peut se satisfaire de l'addition de projets parfois contradictoires. Nous pensons que dans l'intérêt des populations et des territoires il est indispensable de prendre en compte des réflexions émanant de l'État et des travaux des équipes d'architectes. Il est aujourd'hui nécessaire d'enrichir le Sdrif en renforçant sa cohérence régionale, cohérence sociale, économique et environnementale.

Il est donc urgent de se mettre collectivement au travail afin de lancer ce grand chantier indispensable pour le devenir de notre région. ● www.eluscacridf.org

GRUPE DÉMOCRATE ET CENTRISTE

Questions sur l'Île-de-France



© CONSEIL RÉGIONAL I.D.R.
GDC | 17 MEMBRES
Bernard Lehideux

Le président de la République a annoncé que l'État était de retour en Île-de-France. « Chiche », lui répondent les élus démocrates et centristes ! Car la situation dégradée du logement ou des transports dans notre région est d'abord le résultat d'un sous-investissement chronique de l'État depuis plus de trente ans, le conseil régional n'ayant pas de compétence explicite en matière de

« Il ne faudrait pas qu'au temps de la "vision" succède celui d'une "grande illusion". »

logement et n'exerçant complètement celle des transports en commun que depuis 2006. Mais on peut être perplexe devant une telle volonté interventionniste lorsque l'on connaît la situation financière de l'État ! Restent par ailleurs bien des questions sur la compatibilité des projets de l'État avec ceux du conseil régional traduits dans le schéma directeur régional d'Île-de-France (Sdrif) approuvé, rappelons-le, à une large majorité. Il ne faudrait pas qu'au temps de la « vision » succède celui d'une « grande illusion » ... ● www.democrates-idf.fr - Tél. : 01 53 85 68 84.

MAJORITÉ PRÉSIDENTIELLE

Donner une véritable identité à l'Île-de-France



© CONSEIL RÉGIONAL I.D.R.
MP | 37 MEMBRES
Roger Karoutchi

Contrairement aux Bretons, aux Picards, aux Lorrains ou aux Alsaciens, les Franciliens n'ont pas le sentiment de posséder une identité régionale forte. Cette situation puise certainement ses racines dans la constitution historique de l'Île-de-France. Pendant très longtemps, et aujourd'hui encore, dans le langage courant, quand on se réfère à l'Île-de-France, on parle de « la région parisienne ». Pour un grand nombre de Franciliens, le point de repère reste Paris. La fierté de vivre à proximité de la capitale économique et politique de la France fait que nos concitoyens ont tendance à s'identifier à la ville reconnue internationalement, plutôt qu'à un territoire dont la constitution est le fruit d'un découpage somme toute récent, et non d'une évolution historique à part entière. Ainsi, l'identité régionale en Île-de-France manque de force et de reconnaissance immédiate. En vue de réaliser la synthèse entre la volonté d'affirmer l'identité francilienne et le respect des réalités départementales, il est nécessaire de rassembler la population francilienne autour d'une grande ambition collective et fédératrice. Les projets du Grand Paris constituent certainement ce trait d'union entre les territoires de la région capitale pouvant servir de socle à la constitution d'une véritable identité francilienne. Grâce à l'initiative de Nicolas Sarkozy, l'Île-de-France et Paris ont dorénavant vocation à sceller un destin commun sur des projets ambitieux afin de pouvoir, ensemble, rivaliser avec les grandes métropoles européennes et mondiales.

« l'Île-de-France et Paris ont dorénavant vocation à sceller un destin commun sur des projets ambitieux. »

En changeant la donne, en réaffirmant le rôle de l'État, au niveau financier, au niveau des règles de droit, au niveau de l'impulsion urbanistique et architecturale, le président de la République rompt avec la pratique conservatrice et immobile de ces dernières décennies et réveille la perspective d'un nouveau souffle et d'une nouvelle identité solidaire, dynamique et moderne. ● Roger Karoutchi, président du groupe Majorité présidentielle, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement Site : www.ile2france.org

FRONT NATIONAL

L'Île-de-France française !



© CONSEIL RÉGIONAL I.D.R.
FN | 9 MEMBRES
Marie-Christine Arnautu

Les politiciens de gauche comme de droite aiment tellement l'immigration que certaines minorités ont acquis une influence incontournable dans de nombreuses zones franciliennes. Elles imposent alors aux Français leur mode de vie et leur culture incompatibles avec nos valeurs européennes et les racines de notre civilisation occidentale. Sans répit, vos élus du Front national luttent pour que cette situation cesse et que l'Île-de-France redevienne une région prospère et française. ● fnidf.com, contact@fnidf.com. Tél. : 01 53 85 67 80.

NATIONAUX ET INDÉPENDANTS

Non...



© CONSEIL RÉGIONAL I.D.R.
NI | 6 MEMBRES
Martine Lehideux

... au Grand Paris de Sarkozy : des dizaines de milliers de « logements sociaux » en plus, des « tours » partout, le bétonnage des derniers espaces naturels et agricoles, d'augmentation de dettes et d'impôts. Réenraciner l'Île-de-France est louable. Mais on la livre à une mondialisation hostile à la civilisation de l'Europe chrétienne, de ses monuments et de ses paysages. ● Tél. : 01 53 85 68 52. gp-ni@orange.fr

CENTRE ET APPARENTÉS

Demain a commencé



© CONSEIL RÉGIONAL I.D.R.
CENTRE | 8 MEMBRES
Laurent Lafon

En Île-de-France vivent un peu plus de 11 600 000 habitants. Chaque jour, 900 000 Franciliens viennent travailler à Paris, et près de 300 000 Parisiens font le chemin inverse. Christian Blanc, en lien avec les élus du Nouveau Centre, a proposé au président de la République de doter notre région d'un nouveau métro régional automatique tout en accélérant la modernisation du réseau actuel. Parce que le plan de Christian Blanc porte non seulement sur les transports mais aussi sur l'écologie, l'économie, la culture ou l'architecture, il porte en lui notre ambition pour que la région Île-de-France devienne enfin capitale. ● www.nouveaucentre-iledefrance.com